

## CONVENTION CADRE DE GROUPEMENTS DE COMMANDES PERMANENTS ET A LA CARTE

**Entre**

La Communauté d'Agglomération SAUMUR VAL DE LOIRE, représentée par son Président, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°2023/XXX DB en date du XXX,

**Et**

La Ville de SAUMUR représentée par Thomas GUILMET, adjoint au Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/32 du 05/04/2023,

**Et**

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de SAUMUR, représentée par la Vice-présidente du CCAS, Astride LELIÈVRE, autorisée à signer la convention en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration n°2023/XXX en date du XXX,

**Et**

La Ville de ARTANNES-SUR-THOUET, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de BELLEVIGNE-LES-CHATEAUX, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de BLOU, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de BRAIN-SUR-ALLONNES, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de DENEZE-SOUS-DOUE, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,



**Et**

La Ville de DOUE-EN-ANJOU, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de EPIEDS, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du 18/01/2023,

**Et**

La Ville de FONTEVRAUD-L'ABBAYE, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du 24/01/2023,

**Et**

La Ville de LA BREILLE LES PAINS, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de LE PUY NOTRE DAME, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de LONGUE-JUMELLES, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de LOURESSE-ROCHEMENIER, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du 16/01/2023,

**Et**

La Ville de MONTREUIL-BELLAY, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de MOULIHERNE, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de ROU-MARSON, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,



**Et**

La Ville de SAINT MACAIRE DU BOIS, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de TUFFALUN, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de VARENNES-SUR-LOIRE, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du 18/01/2023,

**Et**

La Ville de VERNANTES, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

**Et**

La Ville de VILLEBERNIER, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du 23/01/2023,

**Et**

La Ville de VIVY, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du conseil Municipal n°2023/XXX du XXX,

## SOMMAIRE

Article 1 -	OBJET DE LA CONVENTION .....	5
Article 2 -	ADHESION – ENGAGEMENT – RETRAIT DU GROUPEMENT .....	5
2.1 -	Adhésion .....	5
2.2 -	Engagement des membres à un marché public ou à un accord-cadre.....	5
2.3 -	Retrait .....	6
3	FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT .....	6
3.1	Durée .....	6
3.2	Modification de la convention.....	6
3.3	Désignation du pilote de la convention.....	6
3.4	Coordonnateurs du groupement.....	6
3.5	Pouvoir Adjudicateur .....	7
4	MISSION DES COORDONNATEURS.....	7
5	OBLIGATIONS DE CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT .....	7
6	COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT .....	8
7	CLAUSE FINANCIERE LIEE AU FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT .....	8
8	REGLEMENT DES LITIGES .....	9
9	REPRESENTATION EN JUSTICE .....	9

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **EXPOSÉ**

Les membres du groupement souhaitent mutualiser leurs moyens et compétences pour procéder à la passation de marchés ou d'accords-cadres afin de bénéficier de l'effet massification des besoins communs au groupement.

Pour ce faire, les parties conviennent de créer un groupement de commandes par cette convention constitutive conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique.

### **Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

En application des dispositions L.2113-7 du Code de la Commande Publique, la présente convention cadre de groupements de commandes permanents et à la carte a pour objectif de définir les règles de fonctionnement du groupement.

La présente convention a pour objet la passation de tout accord cadre ou marché public de fournitures, services ou travaux au bénéfice des membres le souhaitant, permettant de regrouper et d'optimiser les achats.

### **Article 2 - ADHESION – ENGAGEMENT – RETRAIT DU GROUPEMENT**

#### **2.1 - Adhésion**

La convention doit être préalablement approuvée par chacun des membres, par une délibération de son assemblée délibérante ou par une décision de l'instance habilitée.

L'adhésion de nouveaux membres est possible dès lors qu'ils ont adopté les termes de la présente convention par le biais de leur assemblée délibérante.

Les nouveaux membres ne pourront pas intégrer les consultations en cours. Ils ne pourront intégrer que les consultations à lancer.

#### **2.2 – Engagement des membres à un marché public ou à un accord-cadre**

Les membres du groupement n'adhèrent pas automatiquement à l'ensemble des marchés publics et accords-cadres qui seront conclus dans le cadre de la présente convention.

Pour être parti à un marché public / accord-cadre, il est nécessaire que le membre signe, en plus de la présente convention, le formulaire d'adhésion correspondant à l'achat groupé auquel il souhaite participer (le modèle dudit formulaire d'adhésion se trouve en annexe de la présente convention). Il est précisé qu'il conviendra de compléter un formulaire d'adhésion par achat.

Ces groupements permettront à tous les membres de contractualiser avec un prestataire aux mêmes conditions techniques et financières.

Un membre n'adhérant pas à un marché public ou accords-cadres peut toujours passer, de son côté, son propre marché public ou accords-cadres sur le même segment d'achat.

### **2.3 - Retrait**

Les membres d'un groupement peuvent se retirer dudit groupement de commandes à tout moment, sous réserve du respect des engagements pris et des commandes émises dans le cadre des marchés ou accords-cadres en cours.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché ou de l'accord-cadre, il ne prend effet qu'à la fin de la période d'exécution dudit contrat.

Le coordonnateur doit être Informé de tout projet de retrait par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de quatre (4) mois.

Une copie de la délibération décidant le retrait devra être adressée au coordonnateur du groupement.

## **3 FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

### **3.1 Durée**

La présente convention entre en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire. A compter de sa date d'entrée en vigueur, elle est conclue pour une durée initiale de 4 ans renouvelable par tacite reconduction par période de 4 ans.

En cas de retrait de l'ensemble des membres, ou d'un nombre de membre inférieur à deux, la convention sera automatiquement résiliée.

### **3.2 Modification de la convention**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant approuvé par chacun des membres dans les mêmes termes et dans des formes identiques à celles requises pour l'adoption de la convention elle-même.

### **3.3 Désignation du pilote de la convention**

Afin d'assurer la parfaite coordination de cette convention, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est désigné pilote.

Le pilote s'engage à coordonner la gestion administrative de cette convention. A ce titre, il s'engage à :

- S'assurer du suivi de la présente convention,
- Organiser, le cas échéant, les réunions du comité de suivi de ce groupement, et en assurer le secrétariat,
- Coordonner les modifications de membres à la présente convention (intégration et retrait),

### **3.4 Coordonnateurs du groupement**

En application des dispositions de l'article L.2113-7 du Code de la Commande Publique, pour chacun des marchés et accords-cadres mutualisés, un coordonnateur est désigné dans le formulaire d'adhésion correspondant à l'achat groupé.

Les parties conviennent que le siège administratif du groupement de commandes est établi à l'adresse du coordonnateur.

### **3.5 Pouvoir Adjudicateur**

Le groupement constitué est le Pouvoir Adjudicateur.

## **4 MISSION DES COORDONNATEURS**

Chaque coordonnateur de groupement s'engage à :

- Animer et assurer le secrétariat du groupement de commande,
- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- Définir et recenser les besoins de tous les membres du groupement,
- Elaborer les cahiers des charges,
- Définir les critères de jugement des candidatures et des offres et les faire valider par l'ensemble des membres,
- Assurer l'envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence,
- Effectuer l'analyse des candidatures et des offres pour l'attribution des marchés ou accords-cadres,
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence,
- Signer les marchés ou accords-cadres pour le compte des membres du groupement,
- Transmettre au contrôle de légalité les marchés ou les accords-cadres,
- Notifier les marchés ou les accords-cadres pour le compte des membres du groupement,
- Procéder à la publication des avis d'attribution,
- Envoyer une copie des marchés ou des accords-cadres à chaque membre du groupement.
- Passer les éventuelles modifications aux marchés ou accords-cadres (ex. avenants)
- Reconduire les marchés ou les accords-cadres pour le compte des membres du groupement après décision de chaque membre sur sa volonté de reconduire ou non les marchés ou les accords-cadres.
- Assurer le recensement pour l'ensemble des membres du groupement

Etant précisé que, s'agissant plus particulièrement des marchés publics de travaux, le fait de confier les missions ci-dessus ne peuvent en aucun cas conduire à transformer les groupements de commandes en convention de mandat tel qu'il est défini à l'article L.2422-6 du code de la commande publique, ni aux missions de maîtrise d'oeuvre encadrées par les dispositions des articles L2430-1, L2432-2 et R2431-1 à R2432-7 du Code de la Commande Publique.

## **5 OBLIGATIONS DE CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT**

Les membres de chaque groupement s'engagent à :

- Communiquer au coordonnateur, après sollicitation de sa part et dans les délais fixés par lui, sa volonté de participer au marché public / accord-cadre à lancer en transmettant notamment le formulaire d'adhésion à compléter et à signer, qui lui sera envoyé par le coordonnateur du groupement,
- Définir préalablement au lancement de la procédure leurs besoins propres, ,
- Formuler leurs remarques dans les délais impartis,



- Participer à l'analyse ou à défaut valider le résultat de l'analyse des candidatures et des offres avant attribution,
- Exécuter les marchés ou les accords-cadres pour les besoins qui le concernent. Chaque membre se charge de l'exécution de ses marchés ou accords-cadres à l'issue des procédures organisées dans le cadre du groupement. Ainsi, chaque membre du groupement procède à l'émission des commandes pour ses besoins propres, vérifie la bonne exécution de la commande (réception), règle lui-même au titulaire du contrat la partie des prestations qui le concerne.
- Chaque membre du groupement inscrit le montant des crédits nécessaires qui le concerne dans le budget de son établissement et assure l'exécution comptable des contrats qui le concernent. Les factures afférentes aux marchés ou accords-cadres seront établies selon la fréquence définie dans le marché à hauteur des prestations réalisées pour chacun des membres du groupement. Les règlements seront effectués par chaque membre du groupement conformément à ses procédures propres,
- D'informer le coordonnateur de la bonne exécution et des éventuels dysfonctionnements rencontrés liés dans le cadre de l'exécution des contrats,
- D'informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution des marchés et/ou accords-cadres qui relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement, du contentieux de l'exécution des marchés publics et accords-cadres les concernant,
- De clôturer les marchés et accords-cadre dans le respect des règles relatives à la commande publique et à la comptabilité publique.
- D'informer le coordonnateur de cette clôture,
- D'informer le coordonnateur du groupement 4 mois avant la date de reconduction dans l'hypothèse où un membre du groupement ne souhaiterait pas reconduire un ou plusieurs marchés ou accords-cadres.

## **6 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT**

La commission d'appel d'offres compétente pour les procédures organisées dans le cadre du groupement est, conformément à l'article L-1414-3-II du code général des collectivités territoriales, celle du coordonnateur.

La Commission d'appel d'offres du groupement attribue les marchés ou les accords-cadres passés en procédure formalisée.

Dans le cas de consultations lancées en dessous des seuils européens, les membres du groupement concerné détermineront d'un commun accord les modalités d'attribution des marchés ou accords-cadres correspondants.

## **7 CLAUSE FINANCIERE LIEE AU FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur prend en charge les frais occasionnés par la gestion des procédures du groupement. Aucune participation aux frais de gestion n'est demandée aux autres membres du groupement.

Chaque membre assume les charges relatives à l'intervention de ses propres agents au profit du groupement.





## **8 REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de NANTES.

Toutefois, les membres du groupement s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

## **9 REPRESENTATION EN JUSTICE**

A défaut d'accord amiable entre les pouvoirs adjudicateurs du groupement et les titulaires des contrats passés, le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte par tout moyen les autres membres du groupement sur sa démarche et l'évolution du litige.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, la répartition des éventuels dommages intérêts sera divisée par le nombre de membres, pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans les marchés ou les accords-cadres afférents au dossier de consultation concerné.

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

Pour la Ville de SAUMUR

L'Adjoint au Maire chargé des Finances,

Commande Publique et des Appels d'Offres



Thomas GUILMET

## ANNEXE

### Formulaire d'adhésion au groupement de commande relatif

à .....  
.....  
.....

Je soussigné(e) .....

En qualité de .....

- Décide d'adhérer au groupement de commande visé en entête à compter de la signature du présent formulaire.
- Est désigné comme coordonnateur le membre suivant : .....

Fait à .....

Le .....

Lu et approuvé

Signature